

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant prolongation du congé de longue maladie

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre VIII de la partie législative ;

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 93-522 du 26 mars 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] de placement en congé de longue maladie ;
[*SELON LA SITUATION DE L'AGENT*]

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] de prolongation de congé de longue maladie ;
[*SELON LA SITUATION DE L'AGENT*]

Vu la demande de l'intéressé[e] ;
(*LE CAS ECHEANT*)

Vu la demande de l'administration ;
(*LE CAS ÉCHÉANT*)

Vu l'avis du médecin agréé ou du médecin de l'intéresse[e] ;
(*SELON L'ORIGINE DE LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT*)

Vu l'avis du conseil médical en date du [...] ;
(*SI LA(LES) PERIODE(S) REMUNERÉE(S) A PLEIN TRAITEMENT EST(SONT) EPUISÉE(S)*)

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est maintenu[e] en congé de longue maladie à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.

- Article 2** : Durant cette période, l'intéressé[e] percevra son traitement dans les conditions suivantes :
- [du [...] au [...] à plein traitement]
- [du [...] au [...] à 60% du traitement]

Le cas échéant, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement sont maintenus en intégralité durant cette même période.

[S'il (Si elle)] perçoit des primes et indemnités, leur bénéfice est maintenu à hauteur de 33% la 1ère année puis de 60% les 2ème et 3ème années dans le respect des dispositions du décret n° 2010-997 susvisé.

Le cas échéant, l'intéressé[e] conserve le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire tant qu'[il (elle)] n'est pas remplacé[e] dans ses fonctions.

- Article 3** : Dans cette situation, l'intéressé[e] conserve ses droits à avancement et à la retraite.

- Article 4** : Le maintien en congé de longue maladie doit faire l'objet d'une demande expresse de la part de l'intéressé[e] ou de l'administration avant l'expiration de la période de congé.

- Article 5** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- Article 6** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]